



Forum 2010
Club du Sahel et de l'Afrique de l'Ouest

« Solidarité régionale face aux crises alimentaires »

Excellence Monsieur Alhaji Muhammad Mumuni, Ministre des Affaires Étrangères et de l'Intégration Régionale de la République du Ghana

Excellences Messieurs les Ministres en charge de l'agriculture du Burkina Faso, du Ghana, du Mali et du Togo

Monsieur le Président de la CEDEAO

Monsieur le Président de l'UEMOA

Monsieur le Secrétaire Exécutif du CILSS

Mesdames et messieurs les parlementaires

Mesdames et messieurs les partenaires au développement

Chers participants

Honorables invités en vos titres et qualités

Mes premiers mots seront pour vous remercier, Monsieur le représentant du Ministre des affaires étrangères et de l'intégration régionale, de nous accueillir à Accra. Votre magnifique pays montre la voie en matière de bonne gouvernance et de développement économique. La banque Mondiale et le FMI viennent d'annoncer que le Ghana a gagné en un an 10 rangs dans le classement *doing bussiness* des pays offrant un environnement favorable au développement du secteur privé. En moins de vingt ans, votre pays a fait quasiment disparaître la malnutrition chronique et sa dette extérieure est en voie d'être totalement résorbée. Au cours des dix dernières années, il a vu les investissements directs étrangers sur son sol être multipliés par 20. Démocratie solide et exemplaire, il préfigure l'Afrique demain.

Le Club du Sahel et de l'Afrique de l'Ouest rassemble les organisations régionales ouest-africaines et leurs partenaires internationaux autour de l'idée simple selon laquelle les pays ouest africains sont plus forts unis que dispersés ; qu'un marché commun ouest africain est source de croissance accélérée ; que la défense des intérêts nationaux dans les enjeux globaux sera plus facilement assurée si l'Afrique de l'Ouest parle d'une voie. Je voudrais vous dire mon souhait de voir le Ghana jouer un rôle plus important que par le passé dans la vie de ce Club. Non seulement parce que vous êtes à beaucoup d'égards, un laboratoire de croissance et de stabilité, mais aussi parce que vos universités et centres de recherches recèlent des ressources dont la valorisation bénéficierait à tous.

*Mesdames, Messieurs
Honorables invités,*

Il y a à peine quelques années de cela, l'enjeu alimentaire semblait cantonné pour toujours dans les pays les plus pauvres. Depuis le tournant du siècle tout a changé :

- L'extraordinaire croissance des nouvelles puissances du Sud - Chine - Brésil - Inde - Vietnam, Afrique du Sud, génère une augmentation de la demande alimentaire mondiale supérieure à l'augmentation de la production.
- La débâcle financière provoquée par l'éclatement de la bulle immobilière aux États-Unis, a incité les fonds spéculatifs internationaux à se porter sur les produits alimentaires.
- La consommation de biocarburants est en croissance exponentielle et génère une tension supplémentaire sur les marchés alimentaires.

Désormais, la tendance haussière structurelle des prix alimentaires internationaux et surtout la volatilité de ces cours préoccupent l'ensemble de la communauté internationale. La crainte de troubles sociaux habite les dirigeants de tous les pays, quel que soit leur niveau de développement.

C'est pourquoi le dernier sommet du G20 a expressément demandé que lui soit proposé des outils d'atténuation de la volatilité des prix mondiaux et a insisté sur l'importance des stocks alimentaires nationaux et régionaux. Comme ce fut le cas pour les marchés financiers, la régulation publique revient en odeur de sainteté sur les marchés alimentaires.

Je pense qu'il est important de garder à l'esprit que l'initiative qui nous réunit aujourd'hui est parfaitement en phase avec les orientations globales définies à Séoul.

Elle est également à l'unisson des priorités de l'Union Africaine dont le Président – le professeur Bingu Wa Mutharika – déclarait en septembre dernier devant l'assemblée générale des Nations Unies : « Je suis heureux de vous annoncer que les dirigeants africains ont décidé que dans cinq ans plus aucun enfant ne mourra de faim ou de malnutrition en Afrique ».

Mesdames et messieurs.

Dans la région qui nous concerne – le Sahel et l'Afrique de l'Ouest -, les récentes crises alimentaires de 2005, de 2008 et de 2010, ont concrètement démontrée l'urgence de promouvoir des mécanismes de réponse coordonnée au niveau régional. Face à la crise alimentaire dans l'Est du Sahel en 2010, plusieurs pays comme le Bénin, le Burkina Faso, le Mali, le Nigeria, le Togo, ont manifesté spontanément leur solidarité au Niger à travers des dons de vivres. Ceci nous rappelle que l'esprit de solidarité est une réalité culturellement et politiquement enracinée dans la région. Au service de cet esprit de solidarité, il convient désormais de mettre en place des outils permanents, efficaces et financièrement soutenables de sécurité alimentaire régionale.

Telle est l'ambition de l'initiative RESOGEST dont l'idée a pris corps en 2007, et qui consiste à mettre en réseau les sociétés, offices et commissariats chargés de la gestion des stocks nationaux de sécurité alimentaire.

La chose la plus importante que nous devons retenir et sur laquelle je voudrais insister est que cette dynamique n'a pas été imposée de l'extérieur – Elle est l'émanation des acteurs sahéliens et ouest africains. La déclaration de la 43^e Session Ordinaire des Ministres en charge de l'Agriculture et des Finances des pays membres du CILSS en Mars dernier à Ndjamena au Tchad, invitant les pays membres de la CEDEAO, de l'UEMOA et du CILSS à unir leurs efforts autour de la solidarité régionale en cas de crise alimentaire, illustre bien la priorité que les décideurs politiques accordent à la question.

Il me plait également de rappeler que cette ambition régionale est clairement exprimée dans le plan régional d'investissement défini par la CEDEAO dans le cadre de sa politique agricole commune adoptée en Janvier 2005 ici même à Accra - et du programme détaillé de développement de l'agriculture africaine (PDDA/NEPAD).

*Chers participants,
Honorables invités,*

L'Afrique de l'Ouest a donc clairement défini son agenda politique en la matière. Cet agenda résonne par ailleurs, comme une réponse concrètes aux préoccupations exprimées au plus haut niveau par la communauté internationale et la communauté africaine.

Il est désormais nécessaire de passer au stade de la définition des outils, des arrangements institutionnels et juridiques, des modalités de fonctionnement d'un stock alimentaire régional de solidarité, des problèmes techniques et des enjeux financiers.

Le Forum 2010 du Club du Sahel et de l'Afrique de l'Ouest se propose de contribuer à cette ambition en favorisant l'échange d'expériences avec d'autres régions du monde confrontées au même problème. L'Afrique Australe et de l'Est, l'Asie et l'Amérique Latine mènent des expériences dont la mise en débat des succès comme des échecs devraient permettre à l'Afrique de l'Ouest d'avancer plus vite.

J'espère que ces échanges entre les *Suds* se prolongeront au-delà des journées du Forum ; que les contacts seront pris ; que le dialogue se poursuivra. J'espère également – et je souhaite – que le Forum produira quelques lignes directrices susceptibles de guider une action concrètes dans la durée ; dans le cadre du Club si cela est nécessaire et conforme à son mandat et à son programme de travail ; ou en dehors du Club.

Quoiqu'il en soit, les trois organisations régionales porteuses de l'ambition qui nous réunit aujourd'hui, sont membres du Club. Par ailleurs, la sécurité alimentaire sera à n'en pas douter au cœur du programme de travail du CSAO pour les deux prochaines années.

Je crois donc pouvoir dire que vous pouvez compter sur nous.

Je vous remercie.